

# **La contribution des entreprises à la sécurité énergétique et à la réduction des émissions**

## **La vision de Total**

### **Intervention de Thierry Desmarest, Président de Total, devant la Commission Économique pour l'Europe des N.U.**

**Genève le 27 avril 2007**

Monsieur le Président,  
Excellences,  
Messieurs les Ministres,  
Mesdames, Messieurs,

Je suis heureux et honoré de pouvoir contribuer à la réflexion de la Commission Économique pour l'Europe des Nations Unies sur la relation entre sécurité énergétique et développement durable. Comment ne pas s'interroger en effet sur notre modèle de consommation énergétique : 80 % de l'énergie utilisée dans le monde est d'origine fossile, donc non renouvelable, et son usage est une cause majeure du réchauffement climatique. A l'évidence, ceci n'est pas durable. Mais ce modèle est aussi un des piliers du développement économique et de la croissance mondiale. On ne peut le remettre en cause sans délai, ni sans précaution. Il faut donc à la fois veiller à la sécurité des approvisionnements en énergie et travailler à mieux préserver le climat. Je voudrais vous dire comment Total contribue à réaliser ces deux objectifs et à mieux les concilier.

Je parlerai d'abord de ...

#### **I – La sécurité énergétique,**

Cette question est revenue au premier rang des préoccupations pour trois raisons principales :

- la progression soutenue de la demande,

- une dépendance croissante vis-à-vis des importations,
- les tensions politiques qui se manifestent dans un certain nombre de pays producteurs d'hydrocarbures.

Les pays de l'OCDE représentent encore 53 % de la consommation mondiale d'énergie primaire mais le principal facteur de croissance de celle-ci se trouve dans le besoin de rattrapage des pays émergents en matière d'électricité ou de transports notamment. Un chiffre illustrera mon propos : en Europe ou au Japon, on compte près de 600 véhicules pour 1000 habitants contre 10 à 20 en Chine ou en Inde.

L'AIE estime que, toutes énergies confondues, la demande va croître de 30 % entre 2005 et 2020. Elle continuera à se porter principalement sur le pétrole – qui fournit aujourd'hui plus du tiers de l'énergie mondiale - sur le charbon qui en fournit le quart, et sur le gaz qui en assure 20 %.

La question de la sécurité énergétique ne se pose pas vraiment pour le charbon. En effet, les principaux consommateurs, la Chine, les Etats-Unis, l'Inde, ont une production qui équilibre leurs besoins.

La situation est plus contrastée pour le gaz : si le continent Nord-Américain est à peu près autosuffisant, l'Europe ne couvre que 60 % de ses besoins. Mais c'est pour le pétrole que la situation de dépendance est la plus manifeste ; en moyenne 60 % du pétrole consommé dans le monde est importé. Les Américains achètent à l'extérieur les 2/3 de leur pétrole et les européens 80 %.

Le retour à l'autosuffisance n'étant pas pour l'Europe une option réaliste, la recherche de la sécurité énergétique doit donc se conjuguer avec le constat de notre dépendance croissante vis-à-vis d'un nombre limité de producteurs qui concentrent l'essentiel des réserves. Ceux-ci, et leurs compagnies pétrolières ou gazières nationales, dominent désormais le marché. Leur politique est soumise à deux exigences en partie contradictoires :

- celle, émanant des consommateurs, de produire toujours plus pour répondre à la demande ;
- celle, dictée par le souci de leur avenir, de prolonger le plus longtemps possible la vie de leurs réserves.

Une compagnie pétrolière internationale comme Total a un rôle important à jouer pour concilier ces deux exigences. Nous sommes en effet placés dans une

position charnière entre le marché et les pays producteurs, avec pour mission de satisfaire la demande tout en aidant les pays producteurs à exploiter les richesses de leur sous-sol au mieux de leurs intérêts et dans une perspective de développement durable.

Répondre à la demande d'hydrocarbures réclame des investissements considérables. En 2006, ils se sont élevés dans le monde à 275 milliards de \$ pour développer la production de pétrole et de gaz. Les cinq principales compagnies pétrolières internationales, dont Total, ont investi plus de 60 milliards de \$ soit environ le ¼ du montant total, alors qu'elles ne réalisent que 13 % de la production mondiale. Total, à lui seul, a réalisé près de 12 milliards de dollars d'investissement dans ce secteur. Les compagnies pétrolières internationales jouent donc un rôle moteur en terme de prise de risque financier et elles se concentrent principalement sur les projets techniquement les plus complexes, pour lesquels leur expertise est indispensable.

Les compagnies pétrolières internationales ne peuvent agir que pour autant que les pays producteurs les laissent investir chez eux. Plus les cours sont élevés, moins ces pays sont pressés par des besoins financiers immédiats d'augmenter leur production. Il faut donc que les projets aient des retombées importantes en terme de développement pour que les pays producteurs aient intérêt à les accueillir. Total, dont 67 % de la production est réalisée en dehors de l'OCDE, est très attentif à ces questions, notamment sur les aspects suivants :

- la transparence des flux financiers associés à nos activités. Total milite sur ce thème dans le cadre de l'Extractive Industries Transparency Initiative pour que les recettes pétrolières perçues par les États soient mieux utilisées dans l'intérêt du pays et de ses habitants.
- le partenariat avec les sociétés pétrolières nationales.
- la formation de collaborateurs locaux et l'achat de biens et de services auprès des entreprises locales.
- la réalisation de projets contribuant à l'industrialisation du pays.
- la mise en œuvre de programmes d'accompagnement en liaison avec les autorités du pays, pour améliorer la situation sanitaire, éducative,

économique, environnementale des communautés vivant à proximité de nos sites industriels.

Sur le plan plus général, l'établissement de bons rapports entre pays producteurs et pays consommateurs est un fondement essentiel de notre sécurité énergétique. A cet égard, il faut se féliciter des bonnes relations de travail ente l'AIE et l'OPEP ainsi que de la pertinence avec laquelle l'OPEP adapte sa production aux fluctuations de la demande. Mais cela ne suffit pas. Notre sécurité énergétique passe d'abord par une meilleure maîtrise de la demande d'hydrocarbures, que le problème du changement climatique rend encore plus indispensable. En effet...

## **II - Il est urgent d'avancer vers une consommation énergétique plus respectueuse du climat.**

Les travaux du Groupe International d'Études sur le climat ont bien identifié les principaux facteurs à l'origine de son réchauffement et les risques majeurs que nous ferait courir une réaction insuffisante. Le secteur de l'énergie est très directement concerné puisque l'emploi des combustibles fossiles est responsable de 60 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre.

Il est clair que le problème est planétaire et qu'il appelle une réponse concertée au niveau mondial ; L'Europe a pris une position en flèche sur ce sujet pour donner l'exemple. Il faut s'en féliciter mais cette démarche pionnière ne sera efficace que si les Etats-Unis et les grands pays émergents, qui sont les émetteurs les plus importants, s'engagent à faire des efforts équivalents. Si tel n'était pas le cas, les efforts européens ne pourraient pas durer sans risquer de compromettre la compétitivité des industries de ce continent.

A son niveau, que peut apporter un groupe comme Total ? Trois choses :

- Réduire nos propres émissions.
- Aider nos clients à adopter des comportements moins émissifs.
- Contribuer au développement d'énergies non carbonées.

La production d'hydrocarbures consomme de l'énergie et émet donc du CO<sub>2</sub>. Total s'est engagé depuis plusieurs années à réduire ses émissions, d'abord sur une base volontaire puis, à partir de 2005 en Europe, dans le cadre du système européen des permis d'émissions. Notre effort a obtenu des résultats significatifs : par rapport à 1990, qui est l'année de référence du Protocole de Kyoto, nous émettons 30 % de CO<sub>2</sub> en moins à la tonne de pétrole brut ou de gaz produite, et 20 % de CO<sub>2</sub> en moins à la tonne de pétrole raffinée.

Parmi nos facteurs de progrès, la renonciation au brûlage du gaz associé à la production de pétrole, ce qu'on appelle aussi le torchage, que nous prévoyons de diviser par deux sur l'ensemble de nos installations d'ici 2012.

Améliorer l'efficacité énergétique de nos procédés est aussi une piste d'action privilégiée. Les fours et les moteurs de nos installations sont en effet à l'origine des ¾ de nos émissions. L'augmentation du coût de l'énergie nous incite d'ailleurs à cette recherche d'efficacité ; nous avons engagé dans ce but un effort d'investissement important.

Une autre piste très prometteuse est celle du captage et du stockage géologique du CO<sub>2</sub>. Total est en train de conduire sur son site de Lacq, dans les Pyrénées, un projet qui sera une première mondiale à l'échelle industrielle ; il consiste à faire fonctionner à l'oxygène une chaudière pour récupérer en sortie de four le CO<sub>2</sub> pour l'injecter sous pression dans un ancien réservoir de gaz par 4 000 mètres de profondeur. Cette expérience va permettre de préciser dans quelles conditions techniques et économiques peuvent être traitées les émissions des installations grosses consommatrices d'énergie : raffineries, centrales thermiques, cimenteries, hauts fourneaux... Un enjeu majeur est de réduire le coût, aujourd'hui très élevé, de tels procédés.

Mais 60 % des émissions européennes émanent de sources diffuses. Il s'agit des automobiles, de l'habitat, des petites entreprises... Nous avons mis au point pour eux des produits plus performants qui émettent moins de CO<sub>2</sub> à égalité de service rendu. C'est par exemple le cas de notre nouvelle gamme de carburants Excellium.

Diversifier la palette des énergies utilisées et préparer pour l'avenir des alternatives sans carbone est indispensable. Total est présent notamment dans les secteurs de l'éolien et du solaire photovoltaïque.

Engagé depuis 15 ans dans le domaine des biocarburants, Total est le leader européen par les volumes que nous incorporons dans les carburants. Les biocarburants actuels, issus de la filière agricole, sont soumis à plusieurs contraintes : coût d'accès à la matière première en particulier en Europe dans le cadre de la politique agricole commune, concurrence avec les usages alimentaires et limite des surfaces disponibles. C'est pourquoi la valorisation de biomasse moins noble, déchets agricoles, forestiers ou animaux, nous paraît une voie très intéressante sous réserve que soient résolues d'une manière satisfaisante au plan économique et environnemental les questions posées par leur collecte et leur traitement. Nous explorons actuellement plusieurs pistes dans le cadre de partenariats de recherche mais nous pensons que la mise au point de solutions économiquement satisfaisantes prendra au moins une dizaine d'années.

\*

\* \*

Les défis à relever dans le domaine de l'énergie pour faire face à la raréfaction des ressources et aux risques associés au changement climatique sont particulièrement importants. Ils appellent des actions multiples :

- réserver de plus en plus le pétrole aux usages pour lesquels il est le plus difficilement substituable, c'est-à-dire les transports,
- mobiliser davantage les ressources lointaines de gaz, source d'énergie aux performances environnementales satisfaisantes,
- essayer d'associer au développement du charbon, très émetteur de gaz à effet de serre, des dispositifs de séquestration du CO<sub>2</sub>
- développer les énergies sans carbone, énergies renouvelables et nucléaire,

- plus généralement renforcer les efforts d'économie d'énergie et d'amélioration de l'efficacité énergétique.

Toutes ces actions réclament des acteurs industriels solides pour contribuer substantiellement à la sécurité des approvisionnements et à la lutte contre le changement climatique. Total s'attache à être un acteur efficace dans ces différents domaines tout en situant son action dans le cadre des perspectives tracées par les autorités politiques et les organisations internationales.